

**PERFORMANCE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE ET
REDUCTION DE LA PAUVRETE AU SENEGAL :
UNE APPROCHE EN TERMES DU TAUX GLOBAL DE
PENETRATION GEOGRAPHIQUE ET DEMOGRAPHIQUE DES
SERVICES**

Par

Samba SANE

Enseignant, Université Assane SECK de Ziguinchor-Sénégal.

sambasane56@yahoo.fr

&

Babacar NDIAYE

**Enseignant-Chercheur, Université Amadou Mahtar MBOW de Dakar-
Sénégal.**

babacar.ndiaye@uam.edu.sn

Résumé - L'objectif de cet article est de mesurer la performance financière des institutions de microfinance au Sénégal en l'abordant sous l'angle de pénétration géographique et démographique des services. A cet effet, la mesure de la performance à travers la dimension de l'inclusion financière a été privilégiée. Nos résultats ont montré qu'au Sénégal, les IMF ne sont pas performantes financièrement sous l'angle de la pénétration géographique et démographique du fait des taux d'intérêt élevés. Pour cela, il nécessite, au niveau de l'emprunteur, d'avoir une bonne capacité de remboursement. Cependant, cette aptitude s'amointrit si la personne est très pauvre et sans revenus fiables devant lui permettre de rembourser un prêt.

Mots clés : Microfinance, inclusion financière, performance financière.

Abstract - The object of this paper is to measure the financial performance of microfinance institutions in Senegal by approaching it from the angle of geographic and demographic

penetration of services. To this end, the measurement of performance through the dimension of financial inclusion has been favored. Our results showed that in Senegal, microfinance institutions are not financially successful in terms of geographic and demographic penetration because of high interest rates. For this, it therefore requires a good repayment capacity at the level of the borrower, an aptitude which of course is diminished if the person is very poor, without reliable income to allow him to repay a loan.

Keywords: Microfinance, financial inclusion, financial performance.

Classification JEL : G21, R51, F15

Introduction

Après les banques, c'est aux institutions de microfinance que reste posée la question du financement des petites et moyennes entreprises. Au niveau mondial, il existe un consensus de plus en plus croissant entre chercheurs, praticiens et décideurs sur l'importance de l'inclusion financière. Elle représente un accès élargi et un usage intensif et adéquat des services financiers formels à toutes les catégories de populations (Chaibou, 2019). Pour cet auteur, elle est devenue un sujet important au cours des deux dernières décennies dans les politiques de développement de l'UEMOA¹. Ainsi, le taux global de pénétration démographique a augmenté de 16 points en 2018 par rapport à 2017, pour se situer à 56 points de services pour 10.000 adultes. Le taux global de pénétration géographique a enregistré une évolution plus significative (de 35 points), pour se situer à 111 points de services sur 1.000 km² en 2018 contre 76 points de services sur 1.000 km² un an avant (BCEAO², 2019). Le taux de pénétration démographique des services financiers mesure la proximité des services financiers vis-à-vis des populations. Quant au taux de pénétration géographique des services financiers, il évalue le nombre de points de services disponibles sur une superficie de 1.000 km² (BCEAO, 2019).

Au Sénégal, selon la loi N°2008-47 du 3 septembre 2008, portant réglementation des systèmes financiers décentralisés, l'objet principal d'une Institution de Microfinance (IMF), encore appelé Système Financier Décentralisé (SFD), est de fournir des services financiers à des personnes qui n'ont généralement pas accès aux opérations des banques et établissements financiers tels que définis par la loi portant réglementation bancaire (ANSD³, 2011).

Les IMF sont des intermédiaires financiers majoritairement constitués de coopératives et de mutuelles d'épargne et de crédits. Leur revenu provient essentiellement de leur activité principale de mobilisation de l'épargne et d'octroi de crédits.

Il existe plusieurs types d'institutions formelles de microfinance au Sénégal. Il s'agit, des Groupements d'Epargne Crédit (GEC), des Mutuelles d'Epargne Crédit (MEC), des réseaux et de la Structure Signataire de Convention Cadre (SSCC), etc. D'autres formes d'intermédiation financière traditionnelles telles que les «*tontines*» restent très actives au Sénégal. Des systèmes plus élaborés comme ceux du secteur de la pêche artisanale ou ceux regroupant les membres d'une même famille, classe d'âge ou confrérie représentent, dans leur

¹ Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

² Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

³ Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

ensemble, un véritable système de sécurité sociale au Sénégal. Il faut donc signaler que c'est l'échec de nombreux projets des banques classiques de développement qui a autorisé la mise en place de nouvelles formules de microfinancement (Sine, 2008).

Au Sénégal, les IMF ont une plus grande portée que les banques classiques (Touré, 2013). En fin 2012, le taux de pénétration de la population totale se chiffrait à 13,3% pour les IMF contre 6 % pour le système bancaire (DMF⁴, 2012 ; cités par Touré, 2013). Pour cet auteur, rapporté à la population active, le taux de pénétration des IMF est de 42,15%, ce qui est loin d'être négligeable si l'on compare avec les taux de pénétration observés dans d'autres pays africains (Poursat et al., 2009 ; cités par Touré, 2013).

La microfinance reste un puissant instrument d'inclusion financière et de promotion socioéconomique des pauvres. Elle a fortement contribué ces dernières décennies à l'accès durable des populations à faibles revenus à des services financiers adaptés. Ainsi, la mesure de sa performance est un objectif central pour toute entreprise, administration ou organisation. Cependant, la performance est un concept multidimensionnel et ambigu quant à la définition et à la mesure qui ne permettent pas le développement d'une théorie universelle (Kane, 2013). Nous nous posons donc la question de savoir si l'évolution rapide des IMF au Sénégal signifie qu'elles sont performantes, car la plupart des IMF restent très évasives sur les taux d'intérêt pratiqués compte tenu de la multiplicité des coûts (frais de dossier, part sociale, assurance, etc.). Pour ce faire, nous avons mesuré la performance des IMF sénégalais à travers leurs degrés de pénétration géographique et démographique. Les résultats trouvés ont donc montré qu'au Sénégal, les IMF ne sont pas performantes financièrement sous l'angle de la pénétration géographique et démographique du fait des taux d'intérêt élevés.

Cet article est structuré autour de trois sections. La première présente la revue de la littérature. La deuxième partie, outre le modèle empirique, présente les résultats. La troisième, en fin, est une conclusion et une implication de politiques économiques.

1. Revue de la littérature

La mesure de la performance présente des interrogations, ce qui fait que son analyse dans les institutions de la microfinance a été souvent source de controverse (Kane, 2013).

Selon les études de cas et de nombreux travaux empiriques, un nombre important d'effets peuvent être mis en évidence en termes d'impact de la microfinance sur les ménages. Deux

⁴ Direction de la Microfinance

entrées majeures en termes de résultats sur l'impact de la microfinance sont généralement prises en compte (Banque de Luxembourg, 2006). Il s'agit de l'impact sur les revenus et les activités productrices des clients et de leurs familles, et de l'impact sur le niveau de vie des clients et de leurs familles.

L'adhésion dans les institutions de microfinance au Sénégal est récente pour la majorité, particulièrement à partir des années 2000 dans près de 89% des cas. Seulement 11% des personnes interrogées avaient un compte avant les années 2000. Ceci illustre la forte croissance de la microfinance sénégalaise à partir des années 2000 (Touré, 2013). Pour cet auteur, les principales raisons pour l'adhésion aux IMF sont soit l'épargne (39%), soit l'obtention de crédit (36%) et dans une moindre mesure la combinaison des deux (18%). Dans la même logique que Touré (2013), l'ANSD (2011), soutient que le secteur de la microfinance a maintenu en 2010 les performances amorcées depuis quelques années en améliorant l'encours de crédit et les dépôts collectés. A cet effet, en 2009, l'encours de crédit des IMF s'est établi à 158,3 milliards contre 147,3 milliards en 2008 soit une progression de 7,9%. En ce qui concerne les dépôts auprès des IMF, ils ont enregistré une hausse de 13,6% en 2009 en ressortant à 126,7 milliards. L'effectif des sociétaires des institutions de microfinance est en nette progression en 2009 par rapport à 2008, en passant de 1 299 356 à 1 352 287 soit une hausse de 4,1%. Selon la DMF (2015), sur la période 2005-2013, le taux de pénétration des institutions de microfinance est passé de 6% à 14,53%, traduisant une amélioration significative du niveau d'accès des populations aux services financiers de base. Sur la même période, les encours d'épargne et de crédit ont augmenté respectivement de 63 à 192 milliards FCFA (+205%) et de 82 à 227 milliards FCFA (+177%). Pour cet auteur, ces succès enregistrés sont principalement dus à la forte volonté politique de l'Etat, qui a fait de la microfinance une priorité avec la création en 2003 d'un Ministère dédié. Entre le 2^{ème} et le 3^{ème} trimestre 2019, l'évolution du secteur de la microfinance est marquée par une progression continue du nombre de membres et clients (+1,3 %) des SFD qui passe à 3 395 925 comptes, soit un taux de pénétration de la population totale de 17,03% au 30 Septembre 2019. Aussi, une croissance des dépôts dont l'encours est passé de 357 milliards représentant ainsi 3,1% du PIB et 8,3% des dépôts bancaires en milliards FCFA⁵.

⁵<http://www.microfinance.sn/la-microfinance/evolution-du-secteur/> consulté le 11/03/2021

La BCEAO (2019) mesure la performance des institutions de microfinance dans l'UEMOA à travers le « taux global de pénétration démographique des services financiers » et du « taux global de pénétration géographique des services financiers ». Ainsi, l'accès des populations aux services financiers (l'offre), c'est-à-dire le taux global de pénétration démographique, a augmenté de 16 points en 2018 par rapport à 2017, pour se situer à 56 points de services pour 10.000 adultes. Le taux global de pénétration géographique a enregistré une évolution plus significative de 35 points, pour se situer à 111 points de services sur 1.000 km² en 2018 contre 76 points de services sur 1.000 km² un an auparavant (BCEAO, 2019).

En revanche, il faut noter que l'exécution du plan d'action a été limitée par des facteurs liés notamment à l'insuffisance de la contribution financière de l'Etat et aux lenteurs dans la mobilisation de sa contrepartie dans le budget de certains projets ou programmes. Pour l'ANSD (2011), cet accroissement résulte, notamment, de l'effet conjugué de la diversification et de l'amélioration croissante des services proposés par les IMF, de la politique de proximité des SFD et de la confiance que les usagers leur accordent.

Cependant, pour jouer pleinement son rôle d'instrument de lutte contre la pauvreté au Sénégal, l'industrie de la microfinance doit se pérenniser en étant performante (Kane, 2013). Selon cet auteur, la double fonction d'intermédiation financière et d'intermédiation sociale et le double objectif de lutte contre la pauvreté et de système alternatif au système bancaire classique rend la mesure de la performance des institutions de microfinance délicate. Selon la Direction Réglementation et Supervision des SFD (2020), au second trimestre 2020, le secteur de la microfinance sénégalais a enregistré, en termes de pénétration, 3 499 382 comptes ouverts, soit une hausse de 0,7% par rapport au trimestre précédent. Pour cet auteur, cette progression est portée par les personnes morales (0,9%) et les hommes (0,7%). Aussi, les Institutions Mutualistes Communautaires d'Épargne et de Crédit (IMCEC) isolées, qui ont vu leurs membres croître de 2% sur la période, ont connu la plus importante adhésion. En glissement annuel, il est observé une évolution de +4%, soit 147 169 nouveaux comptes, revalorisée par des taux de croissance de 4,9% et 4,8% notés respectivement, chez les personnes morales et les femmes.

Le rapport entre le nombre de comptes auprès des SFD et la population totale et le taux d'accès corrigé sont restés à leur même niveau qu'au trimestre précédent, soit 21,4% et 17,6% respectivement.

Chaibou (2019), analysant d'une part la situation de l'inclusion financière⁶ de l'UEMOA et du Niger particulièrement, et d'autre part, étudiant le rôle de la microfinance dans l'accomplissement de l'inclusion financière à travers un Indice Synthétique d'Inclusion Financière (ISIF), trouve que la microfinance contribue efficacement au renforcement de l'inclusion financière sous l'angle du mobile money et l'impact (sur l'ISIF) est supérieur à celui du secteur bancaire.

Pour Josée St-Pierre (2005), analysant les indicateurs de performance financière et non financière des Petites et Moyennes Entreprises (PME) manufacturières, les dirigeants doivent surveiller, mesurer et gérer la performance de leur organisation afin de juger la qualité de leur décision. Pour cet auteur, les dirigeants peuvent faire appel à des outils ou systèmes présentant un degré variable de précisions et de complexité pour mesurer leur performance. Pour Josée St-Pierre (2005), Cumby et Conrod (2001) rappellent que la performance financière « *soutenable* » à long terme est attribuable à des facteurs non financiers comme la loyauté des clients, la satisfaction des employés, les processus internes et le degré d'innovation de l'entreprise. Pour cet auteur, Bankeret al.(2000) obtiennent des résultats semblables et concluent que les mesures non financières de la satisfaction de la clientèle sont significativement associées à la performance financière future et qu'ils contiennent de l'information supplémentaire qui ne se retrouve pas dans les mesures financières historiques.

Selon les résultats trouvés par Touré (2013), sur son enquête auprès des femmes sur le mode de gouvernance des IMF (mutualisme notamment), 60% n'ont aucun avis alors que 40% les considère assez bien à bien gérées. Pour cet auteur, ces dernières considèrent que les IMF développent une bonne communication autour de leur mission sociale (40%) et proposent des opérations financières fiables (21%). Cependant, elles considèrent que les IMF n'informent pas bien leurs clients (78%) sur leurs performances financières et sociales. Les informations sur les performances financières se limitent au nombre d'adhérents (27%), le niveau moyen d'épargne (27%) et la pénétration du marché (21%). Par rapport aux informations sur les performances sociales, celles qui ont été les plus retenues par les personnes enquêtées sont le montant moyen des prêts (27%), le nombre d'emprunteuses (27%) et la proximité avec les membres (27%). Parmi les adhérentes des IMF, seules 30% connaissent des personnes ayant

⁶L'inclusion financière poursuit habituellement deux principaux objectifs. La « *lutte contre la pauvreté monétaire* » qui constitue son objectif économique et l' « *influence positive sur l'inclusion sociale* » qui représente son objectif social (Chaibou, 2019).

souscrit à un crédit et qui n'arrivent pas à le payer. Pour Touré (2013), les personnes enquêtées pensent que différentes raisons seraient à l'origine de ce problème : le taux élevé des intérêts (20%), un ralentissement de l'activité économique (24%) et l'utilisation à d'autres fins de l'argent du prêt (24%).

2. Analyse de la performance des institutions de Microfinance

Dans la littérature, beaucoup d'auteur s'accordent à dire que la microfinance a un impact positif sur les revenus et les activités productrices des clients et de leurs familles. Selon la Direction Règlementation et Supervision des SFD (2020), au second trimestre 2020, le secteur de la microfinance a enregistré 3 499 382 comptes ouverts, soit une hausse de 0,7% par rapport au trimestre précédent, malgré la crise sanitaire à covid 19. Pour cet auteur, cette progression est portée par les personnes morales (0,9%) et les hommes (0,7%).

2.1.Méthodologie de recherche

La performance peut être mesurée par les critères quantitatifs tels que la part de marché, le profit, le chiffre d'affaires ou qualitatifs tels que la capacité à innover pour le client, la satisfaction des consommateurs, leur fidélité, leur perception de la qualité. Selon Touré (2013), la productivité des agents de crédit est mesurée en termes de nombre d'emprunteurs par agent et elle est supposée refléter leur efficacité. Pour cet auteur, c'est l'un des ratios de performance les plus reconnus dans l'industrie de la micro finance. Mais il peut aussi traduire une recherche effrénée de rentabilité. La norme de la BCEAO est de 130 emprunteurs par agent au minimum.

A notre niveau, nous l'avons abordé en termes du taux de pénétration géographique et démographique. Elle sera mesurée alors à travers les trois dimensions de l'inclusion financière, à savoir « *l'accès* », « *l'utilisation* » et « *l'accessibilité-prix* ».

- ❖ La dimension « *accès* » regroupe le « *Taux Global de Pénétration démographique des Services Financiers (TGPSF)* », qui mesure la proximité des services financiers vis-à-vis des populations et le « *Taux Global de Pénétration géographique des Services Financiers (TGPSF)* », qui évalue le nombre de points de services disponibles sur une superficie de 1000 km².
- ❖ La dimension « *utilisation* » analyse le « *Taux de Bancarisation Strict (TBS)* », qui détermine le pourcentage de la population adulte (âgée de 15 ans et plus) détenant un compte.

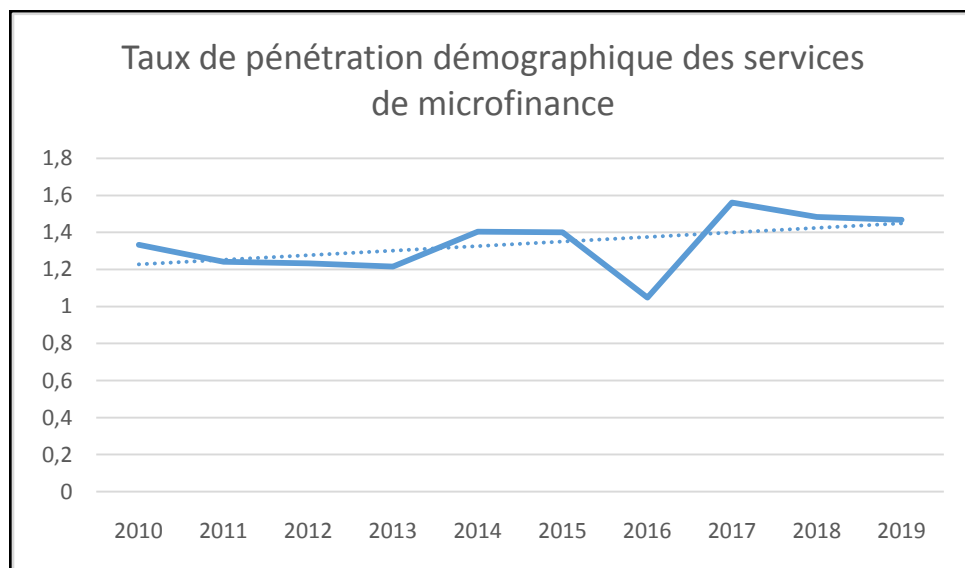
- ❖ La dimension « *accessibilité-prix* » analyse le « *Taux d'Intérêt Nominal des Crédits (TINC)* », qui renseigne sur les coûts supportés par les clients pour accéder aux crédits octroyés par les systèmes financiers décentralisés.

Les données que nous détenons sont issues de la base de données de la BCEAO.

2.2. Analyse des résultats

Le taux de pénétration démographique du secteur bancaire (Graphique 1) se situe presque à 1 point de service pour 10 000 adultes sur toute la période 2010 – 2019, ce qui montre une faible proximité (ou taux de pénétration) des services de microfinance vis-à-vis des populations adultes.

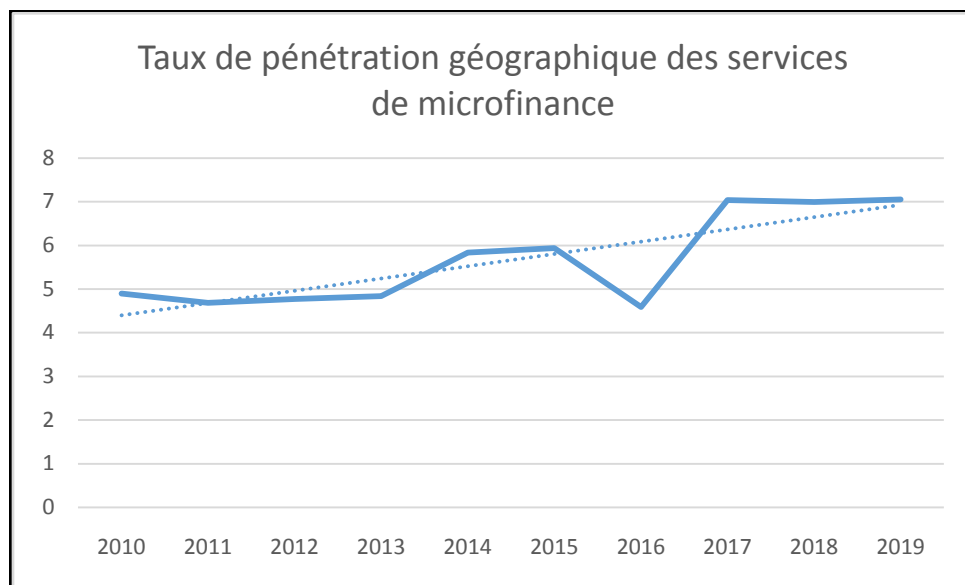
Graphique 1 : Taux de pénétration démographique des services de microfinance



Source : Auteurs à partir des données de la BCEAO

Le taux global de pénétration géographique des services financiers de microfinance a évolué avec une tendance haussière entre 2010 et 2019, soit une augmentation passant de 5 points de services sur 1000km² en 2010 à 7 points de services en 2017, pour être presque constant jusqu'en 2019 (Graphique 2).

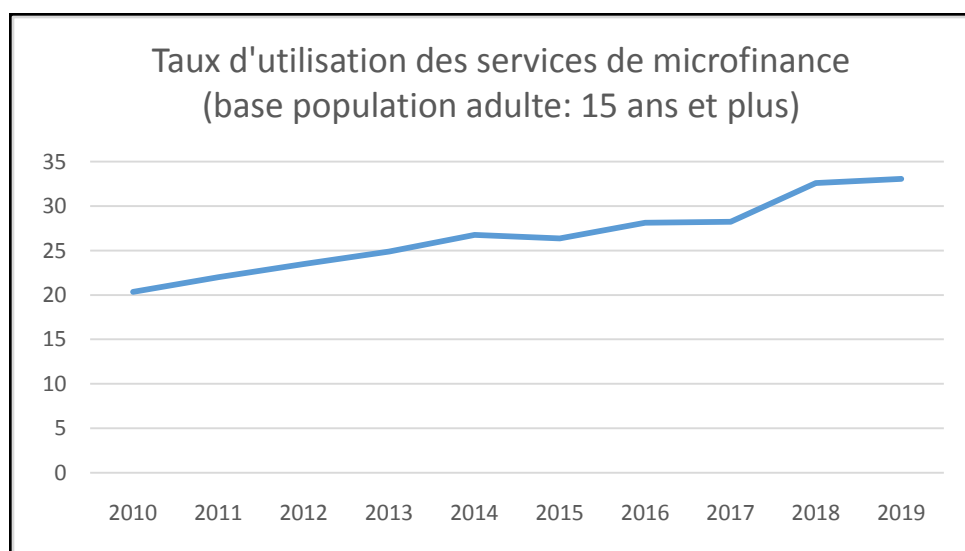
Graphique 2 : Taux de pénétration géographique des services de microfinance



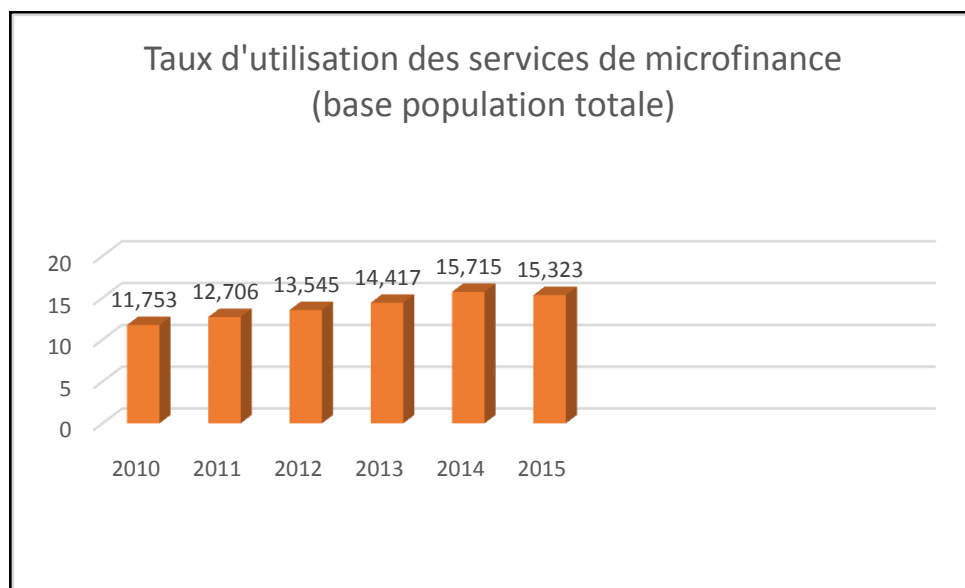
Source : Auteurs à partir des données de la BCEAO

Le taux d'utilisation des services de microfinance mesure le pourcentage de la population adulte détenant un compte. Il reflète le taux de bancarisation strict ou d'adhésion de la population adulte aux services des IMF. Ainsi, le graphique 3 montre qu'il affiche une tendance haussière sur toute la période passant de 20,3% en 2010 à 33% en 2019 soit une progression de 12,7%. Le graphique 4 du taux de bancarisation élargi ou d'adhésion élargi montre une affluence du nombre important d'adhérents adultes aux services des IMF, passant de 11,7% à 15,3% entre 2010 et 2019.

Graphique 3 : Taux d'utilisation des services de microfinance (base population adulte: 15 ans et plus)



Source : Auteurs à partir des données de la BCEAO

Graphique 4 : Taux d'utilisation des services de microfinance (base population totale)

Source : Auteurs à partir des données de la BCEAO

Les résultats obtenus de l'analyse des graphiques 1, 2 et 3 montrent qu'au Sénégal, il existe un nombre quasiment faible des IMF, synonyme d'un faible taux pénétration de leurs services. Ce résultat montre que les institutions de microfinance ne sont pas performantes. Cette absence de performance n'est – il pas due aux taux d'intérêt élevés ?

En microfinance, les agents de crédit doivent en effet rendre visite au client à son domicile ou sur son lieu de travail, évaluer sa solvabilité sur la base d'entretiens avec la famille, le voisinage, et une fois le prêt accordé, effectuer un suivi rapproché et fréquent par le biais de visites pour renforcer la culture de remboursement (Banque de Luxembourg, 2006). Ainsi, les coûts de gestion d'une multitude de petits prêts sont donc très importants, ce qui oblige les IMF à prêter avec un taux d'intérêt très élevé. Cette situation fait que les IMF restent dans l'obligation d'accorder des crédits avec un taux d'intérêt élevé, réduisant leur degré de pénétration géographique et démographique, synonyme d'une baisse de performance financière.

Touré (2013) affirme que de ses enquêtes effectuées auprès des pêcheurs de Saint-Louis du Sénégal, il ne ressort aucun n'exemple de pêcheur ayant pris un prêt auprès des IMF, alors même que la pêche est présenté comme un secteur privilégié de la microfinance. Paradoxalement, la plupart des IMF de Saint-Louis mettent en avant le rôle qu'elles jouent sur le dynamisme du secteur de la pêche. Pour Touré (2010), si l'on écoute les pêcheurs, ils expliquent leur réticence au microcrédit pour l'activité de pêche, par les problèmes de rigidité

des échéances de remboursement dans les structures formelles de financement, le taux d'intérêt élevé ainsi que les lourdes procédures pour l'obtention de prêts.

3. Conclusion et implication de politiques économiques

L'introduction d'un nouveau produit ou service n'est pas une tâche aisée même lorsque les circonstances sont favorables. Le client type des services de microfinance est une « *personne à faibles revenus* » qui n'a pas accès aux institutions financières formelles. A cet effet, le microcrédit est une intervention importante même si cette intervention reste insuffisante. Toutefois, c'est surtout au niveau du crédit que la microfinance montre ses limites. Nos résultats ont montré qu'au Sénégal, les IMF ne sont pas performantes financièrement sous l'angle de la pénétration géographique et démographique des services du fait des taux élevés d'intérêt. Pour cela, il nécessite donc au niveau de l'emprunteur une bonne capacité de remboursement, aptitude qui bien entendu s'amointrit si la personne est très pauvre, sans revenus fiables pour lui permettre de rembourser un prêt. Octroyer un prêt à de tels individus risque plutôt d'aggraver leur situation d'endettement et de pauvreté. Aussi, la plupart des dirigeants des IMF sont limités par la faiblesse de leur niveau académique et l'insuffisance de compétences techniques et financières, ce qui constitue une limite en termes de réflexion stratégique et de processus de prise de décision, rendant ainsi difficile une bonne gestion de la croissance et des risques du fait de la complexité des opérations à mener. Les crises récentes qu'a connues le secteur, montrent à quel point ces faiblesses notées au niveau de certains IMF fragilisent leur pilotage et mettent en cause leur pérennité.

Bibliographie

- ANDS**, 2011. Situation économique et sociale du Sénégal en 2010. Décembre, pp. 274 – 283.
- BCEAO**, 2018. Rapport annuel sur la situation de l'inclusion financière dans l'UEMOA au cours de l'année 2017. Décembre, pp. 5-29.
- BCEAO**, 2019. Rapport sur la situation de l'inclusion financière dans l'UEMOA au cours de l'année 2018. Juillet, pp. 5-28.
- Banque de Luxembourg**, 2006. La Microfinance: outil de lutte contre la pauvreté. pp. 1-12.
- BIT**, 2015. La Microfinance pour le Travail décent. Genève, pp. 1-99
- CHAIBOU O-I.**, 2019. Rôle de la microfinance dans l'inclusion financière des pays de l'UEMOA : application au cas du Niger. Thèse de Doctorat, pp. 1-327.

DMF,2015. Document de politique sectorielle de la microfinance et plan d'action (2016-2020). pp.1-55

Direction Réglementation et supervision des SFD, 2020. Note sur la situation des SFD, Ministère des Finances et du Budget, second trimestre, pp. 1 – 28.

JOSEE S-P., 2005. Les indicateurs de performance financière et non financière:complémentarité ou substitution? Etude exploratoire sur des PMEmanufacturières, comptabilité et connaissances, France, pp.1-18.

KANE M-N., 2013. L'efficacité des institutions de microfinance au Sénégal : une application de la méthode du DEA, volume VII, pp. 61-97.

SINE N., 2008. Microfinance et développement au Sénégal : quelle transition ? Les générations et l'économie sociale, volume 39, numéro 2, pp. 101 - 115.

TOURE K., 2013. Socioéconomie de la microfinance au Sénégal : une approche en termes de filière, de territoire et de proximité. Economies et finances. Université Toulouse le Mirail - Toulouse II, pp.22-291.